

Déploiement Règlement 39.7 et 39.8 et RSN

Rencontre répondants DSI-DSM

Par Teams le 14 mars 2023

10 h à 12 h

SUJETS	Compte rendu
1. Mot de bienvenue	Karine Labarre souhaite la bienvenue et remercie les répondants pour leur présence.
2. Présentation de l'ordre du jour	Un point varia est ajouté concernant la préparation par les pharmacies communautaires. Le varia demeure ouvert.
3. Déploiement : points de suivi <ul style="list-style-type: none"> a. Suivi de rencontres : <ul style="list-style-type: none"> - Directions intraministérielles - Conférence des répondants RI-RTF - OIIAQ : CIP infirmières auxiliaires - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Agents de développement FCP (AEP-RPA) b. Suivi des demandes du MSSS à l'OPQ et aux ordres c. Enjeu milieu carcéral (formulaire enregistrement distribution) 	<p>a. K. Labarre mentionne qu'en réponse à une demande du RSSS, un tableau bilan des rencontres d'information du MSSS a été élaboré et joint à la convocation de rencontre des répondants DSI-DSM. Ce tableau qui sera mis à jour en continu permet d'identifier les partenaires rencontrés et les sujets abordés.</p> <p><u>Directions intraministérielles</u></p> <p>Les conseillers des directions ministérielles concernées ont été rencontrés à la suite des enjeux partagés par les répondants DSI-DSM. Il a été question des responsabilités des directions programmes-services, de l'identification d'un répondant par direction, du déploiement de la formation et de la reddition de comptes GESTRED, des demandes formulées à l'OPQ et du suivi auprès de leurs tables nationales respectives.</p> <p><u>Conférence des répondants RI-RTF</u></p> <p>Il a été mentionné aux répondants que plusieurs DSI-DSM n'étaient pas au courant de leur fonction. Nous avons réitéré l'importance de travailler conjointement avec les répondants DSI-DSM et leurs responsabilités à l'égard de la formation et du déploiement dans les RI-RTF. Les enjeux quant à l'accès à la formation et à l'encadrement des activités dans les RTF leur ont été communiqués. Finalement, nous avons présenté les demandes effectuées auprès de l'OPQ et des ordres concernant le délai de déploiement de la formation et la supervision des aides-soignants.</p> <p><u>Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec (OIIAQ)</u></p> <p>Le comité d'inspection professionnelle de l'OIIAQ a été rencontré. Les responsabilités des infirmiers.es auxiliaires (IA) ont été abordées. Les membres du comité ont rapporté des enjeux lors de l'inspection des IA en RPA en lien avec la responsabilité des infirmières auxiliaires lorsque des</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>activités de soins sont effectuées par des PAB et que les conditions de formation n'ont pas été respectées.</p> <p><u>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</u></p> <p>Il existe un programme de subvention pour les entreprises privées et les organismes communautaires si ces derniers répondent aux critères établis. Les entités qui souhaitent faire une demande de financement doivent se référer au conseiller.e aux entreprises de leur instance régionale « Centre local à l'emploi ». Si les entités sont admissibles, le programme finance 50 % du salaire pour le remplacement des employés et du matériel de formation.</p> <p><u>Agents de développement des centres de formation professionnelle (CFP)</u></p> <p>Une rencontre a été organisée en collaboration avec la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) avec personnes responsables du programme de l'AEP-RPA dans les CFP. Nous avons présenté le nouveau Règlement et la formation du MSSS. Le cahier du participant pour l'objectif 1 sur le cadre légal leur a été acheminé afin qu'il puisse l'utiliser s'il le souhaite.</p> <p>Nous avons abordé l'enjeu rapporté par le RSSS en lien avec l'absence du volet pratique dans la précédente compétence 7 (maintenant compétence 6). Il a été réitéré d'introduire un volet pratique tout comme pour la formation du MSSS puisque les aides-soignants ne sont pas préparés lorsqu'ils arrivent en supervision. Cela retarde le processus d'autorisation et contribue à Augmenter la pression sur les CISSS/CIUSSS.</p> <p>b. L'OPQ, les ordres et le MSSS se sont entendus sur les articles qui seront réajustés au <i>Règlement sur l'exercice des activités décrites aux articles 39.7 et 39.8 du Code des professions</i>. <u>Toutefois, le tout ne pourra être officiel tant que le CA de l'OPQ n'aura pas adopté les modifications et que le Règlement n'aura pas suivi le processus d'approbation officiel se concluant par l'adoption au Conseil des ministres.</u></p> <p>Le MSSS informera les répondants du suivi en vue de l'adoption. Essentiellement,</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une période de déploiement de la formation de 14 h sera intégrée. Toutefois après celle-ci, <u>il n'y aura plus de tolérance</u>. Cette période pourrait être mars 2024. Cela près de deux ans que le Règlement est déployé. <p>K. Labarre remercie les établissements qui ont fait parvenir un état de situation sommaire du déploiement de la formation. Cela a permis d'argumenter sur la période à accorder. Toutefois, le MSSS est inquiet de l'état d'avancement du déploiement. Certains n'ont à peu près pas débuté. Les établissements doivent élaborer un plan de déploiement afin que celui-ci soit complété au plus</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>tard le 31 mars 2024.</p> <p>La formulation de l'article de transition au Règlement n'obligera pas les établissements à reformer toutes les personnes qui auront reçu une autre formation que celle de 14 h entre le 2 juin 2022 et le 31 mars 2024 (période maximale envisagée).</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Concernant la supervision des aides-soignants directement auprès des usagers lors de la première exécution, les ordres et l'OPQ demandent que celle-ci soit maintenue obligatoire pour les activités de soins invasifs ainsi que pour les voies d'administration des médicaments sous-cutanées et entérale. <p>Réaction : Cette proposition semble bien reçue et appréciée par le RSSS. Cela permettra une plus grande agilité dans les façons de procéder pour la supervision des autres voies d'administration des médicaments.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La demande d'exclusion de formation pour les personnes ayant un chèque emploi-service (CES) n'a pas été retenue par les ordres et l'OPQ. <p>Réaction : Les répondants sont déçus de cette décision en raison des enjeux majeurs que cela représente et des réalités territoriales. Aussi, le risque demeure moindre lorsque la personne qui reçoit une CES ne fournit des soins qu'à une seule personne.</p> <p>c. Ce point sera reporté à une prochaine rencontre.</p>
<p>2. Registre</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Modèle CISSS Laval (V. Arsenault) b. Modèle la vaccination provinciale (MP Bourbonnais) c. Modèle CIUSSS SLSJ (S. Bouchard) 	<p>Afin que les établissements puissent s'inspirer ou encore importer un modèle de registre informatisé. Des établissements se rendent disponibles pour partager leur expérience.</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Le modèle de CISSS de Laval a déjà été présenté lors d'une rencontre précédente. V. Arsenault réitère qu'elle est disponible pour les établissements qui souhaitent utiliser ce modèle. b. MP Bourbonnais présente le modèle utilisé au CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour la vaccination des travailleurs lors de la pandémie. Elle accepte de faire une démonstration du modèle lors de la prochaine rencontre des répondants. c. S. Bouchard mentionne que le CIUSSS SLSJ est en cours d'élaboration d'un modèle qui sera exportable aux établissements qui le souhaitent. Concernant cet établissement, le modèle du CISSS de Laval ne répondait pas à certaines normes pour la DGTI. Ce modèle permettra également de partager avec les partenaires externes, dont les centres de formation professionnelle tout comme celui du CISSS de Laval. Lorsque le développement sera plus avancé, une présentation

SUJETS	Compte rendu
	pourrait être faite aux répondants.
<p>3. Centres de la petite enfance (CPE)</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Enjeu et besoin identifié b. Suivi ministère de la Famille 	<p>K. Labarre mentionne que des enjeux avaient été identifiés avec des CPE dans la région de l'Outaouais. L'Ordre des diététistes-nutritionnistes du Québec (ODNQ) a également contacté la DNSSI, car il a été interpellé au sujet de l'alimentation entérale et de l'administration de médicament par voie entérale dans les CPE. Un besoin de soutien est d'accompagnement est manifesté. Des CPE seraient réticents à procéder à ce type d'activité de soins.</p> <p>Il importe de rappeler qu'il n'y a aucune modification réglementaire en lien avec les écoles et les milieux de garde. Une rencontre avec le ministère de la Famille est prévue pour discuter des enjeux. Le MSSS suggérera une rencontre nationale avec le réseau des CPE afin d'identifier les enjeux et le soutien qu'ils souhaitent des établissements du RSSS.</p> <p>Amélie Ouellet du CISSS BSL dépose dans le fil de conversation un outil développé par les CHU pédiatriques du Québec sur le site « Soins complexes à domicile pour enfants » à l'adresse www.soinscomplexesadomicilepourenfants.com. Ce site comporte une section sur la nutrition entérale. Les réactions sont très positives quant au contenu que l'on retrouve sur ce site.</p> <p>Il est recommandé d'ajouter ce lien à la page web du MSSS portant sur les activités de soins confiés. Cette proposition est retenue.</p> <p>Des répondantes nutritionnistes ont manifesté leur intérêt à développer un outil pour soutenir les CPE le cas échéant. Celles-ci sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Marie-Pier Bourbonnais (CIUSSS OMTL) – Sophie Castonguay (CISSS Laurentides) – Josiane Tremblay (CIUSSS CN) – Sylvie Poulin (CISSS Outaouais) – Camille Roberge (Hôpital Sainte-Justine) <p>Un suivi sera fait dès que le MFA sera rencontré.</p>
<p>4. Formation sur les activités de soins confiées aux aides-soignants</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Dernières dates de formation de formateurs b. Suivis ENA <ul style="list-style-type: none"> - Accès FCP partenaire - Remise cahier participant 	<p>a. K. Labarre rappelle que les dates des dernières séances de formation de formateurs offertes par la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) ont été annoncées. Elle encourage les établissements à y inscrire le plus de personnes possibles. Les dernières seront :</p> <p style="text-align: center;">19 avril 2023, 11 mai 2023, 30 mai 2023 et 14 juin 2023</p> <p>Il est demandé s'il serait possible d'obtenir deux formations supplémentaires soit une à</p>

SUJETS	Compte rendu
<ul style="list-style-type: none"> c. Accompagnement des futurs formateurs (nombreux questionnements intraétablissement : registre, supervision, activités non réglementées, formulaires...) d. Reddition de compte 	<p>l'automne 2023 et une à l'hiver 2024.</p> <p>K. Labarre mentionne qu'elle fera des démarches en ce sens auprès de la FCSSQ et ce, même si le contrat est terminé.</p> <p>b. Les travaux de transfert de la formation sur la plate-forme ENA vont bon train. L'échéancier actuel pour la disponibilité demeure mai 2023. K. Labarre fait le suivi des échanges avec la Direction de l'expérience employé (DEE) responsable de la formation continue au MSSS.</p> <p>Aussi, il a été confirmé que la formation sera déposée sur FCP partenaires afin que les aides-soignants employés par les prestataires de soins externes y aient accès. Un pas-à-pas sera développé par la DEE afin que les partenaires puissent guider les aides-soignants qui complèteront le premier 7 heures de formation en ligne. Un courriel sera acheminé aux aides-soignants lorsque les 5 objectifs de formation seront complétés afin qu'il puisse remettre une attestation aux établissements et poursuivre la partie de formation pratique. Les associations RI-RTF et les regroupements des RPA soit le RQRA et RQOH seront avisés.</p> <p>En raison des droits d'auteurs, le cahier du participant ne sera pas déposé sur FCP partenaires, mais seulement sur l'ENA.</p> <p>c. En raison du temps limité, ce point sera abordé lors de la prochaine rencontre des répondants.</p> <p>d. La fiche GESTRED pour la compilation de la formation des formateurs est maintenant complétée. Le MSSS rappelle que cette reddition de compte s'adresse aux DSI. En vue de l'élaboration de la fiche finale qui sera acheminée aux établissements, 11 conseillères répondantes DSI ont été consultées. Un guide de saisie accompagnera la fiche GESTRED.</p> <p>La fiche sera envoyée aux DSI d'ici le 31 mars pour la reddition de compte de juin 2022 à mars 2023. Pour les années subséquentes, il y aura 3 redditions de compte par années pour les années 2023-2024 et 2024-2025.</p> <p>La fiche GESTRED pour les directions programmes services est en cours d'élaboration. La consultation sera menée via les directions ministérielles responsables des services. Cette reddition vise à suivre le déploiement de la formation de 14 h auprès des aides-soignants. Celle-ci s'effectuera aux périodes P3, P9 et P13 pour les années 2023-2024 et 2024-2025. Les directions visées en seront bientôt informées.</p>
<p>4. Échange milieux scolaires</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Rappel obligations légales b. ES Cadre de référence (en validation) 	<p>K. Labarre informe que la prochaine rencontre portera notamment sur l'explication du Règlement en lien avec les écoles et les milieux de vie substitut temporaire pour enfants. Elle invite les répondants à transférer la convocation de rencontres aux conseillers-cadres</p>

SUJETS	Compte rendu
c. Avis juridiques 14 ans et plus en milieux scolaires	responsables de ces secteurs d'activités. b. K. Labarre informer que la consultation auprès du RSSS du cadre de référence en santé scolaire est complétée. L'analyse des commentaires reçus est en cours avec les auteurs. Le guide sera par la suite acheminé au MEQ qui l'éditera en vue de la prochaine année scolaire.
5. Autres Questions a. Double vérification indépendante en SAD (Question guichet) b. Ententes	Point reporté à la prochaine rencontre.
6. Varia a. Formulaire enregistrement pour médicaments PRN	Point reporté à la prochaine rencontre.
7. Planification de la prochaine rencontre répondants DSI-DSM	Il est convenu que la prochaine rencontre dans trois semaines soit d'une durée de 2 heures. Il est précisé que celle-ci clarifier les spécificités en lien avec les écoles et les autres milieux de vie substitués pour enfants. Les répondants DSI-DSM sont encouragés à y inviter les conseillères – cadres ou professionnels responsables de ce dossier dans les établissements.